

Déterminants de la qualité de l'information financière dans les grandes entreprises au Togo à l'ère du digital

Determinants of Financial Information Quality in Large Togolese Companies in the Digital Era

Anani Mawulikplimi KUEVIAKOE, (Doctorant)
*Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (Fa.SEG),
Université de Lomé (Togo)*

Awoki Tanko TANKPE, (Professeur)
*Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (Fa.SEG),
Université de Kara (Togo)*

Adresse de correspondance :	Anani Mawulikplimi KUEVIAKOE, Fa.SEG, Université de Lomé, Togo.
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	KUEVIAKOE, A. M., & TANKPE, A. T. (2026). Déterminants de la qualité de l'information financière dans les grandes entreprises au Togo à l'ère du digital. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 7(11), 671–684. https://doi.org/10.5281/zenodo.22873398
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 10/08/2026

Accepted: 20/09/2026

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 11 (2026)

Déterminants de la qualité de l'information financière dans les grandes entreprises au Togo à l'ère du digital

Résumé :

Dans un contexte marqué par la mondialisation des échanges, la transformation digitale des organisations et le renforcement des exigences de transparence financière, la qualité de l'information financière constitue un enjeu stratégique majeur pour les grandes entreprises au Togo. Cependant, malgré les normes comptables et réglementaires, cette qualité demeure hétérogène et fortement influencée par la digitalisation des processus comptables ainsi que par des facteurs organisationnels et institutionnels encore insuffisamment maîtrisés. Cette étude vise à identifier les déterminants de la qualité de l'information financière dans les grandes entreprises au Togo à l'ère du digital. Elle adopte une approche qualitative basée sur une triangulation des données, combinant des observations participantes et des entretiens semi-directifs réalisés à Lomé, de novembre à décembre 2025, auprès de 12 acteurs financiers (responsables comptables, financiers, contrôleurs de gestion et auditeurs). Les données ont été traitées par une analyse de contenu thématique permettant de faire émerger les catégories de facteurs explicatifs. Les résultats montrent que la qualité de l'information financière est déterminée par deux ensembles de facteurs. Les facteurs internes concernent l'organisation du système comptable, la maturité des systèmes d'information, les compétences numériques des acteurs et la qualité du contrôle interne. Les facteurs externes regroupent le cadre réglementaire, la pression fiscale, les exigences des parties prenantes et l'environnement institutionnel. La digitalisation apparaît comme un facteur transversal renforçant la fiabilité, la traçabilité et la transparence de l'information financière. Ces résultats proposent un cadre intégrateur articulant facteurs internes, facteurs externes et digitalisation comme facteur transversal, dépassant les approches classiques centrées sur la gouvernance et l'audit. L'étude souligne que la qualité de l'information financière résulte d'une interaction entre facteurs internes, externes et transformation digitale. Elle implique le renforcement des compétences numériques, la modernisation des systèmes d'information comptable et l'amélioration du cadre institutionnel afin d'accroître la qualité de l'information financière dans les grandes entreprises togolaises.

Mots-clés : qualité de l'information financière, digitalisation, systèmes d'information, gouvernance, grandes entreprises togolaises, analyse qualitative.

Classification JEL : M41 ; M15

Type du papier : Recherche empirique

Abstract:

In a context marked by the globalization of trade, the digital transformation of organizations and increasing demands for financial transparency, the quality of financial information constitutes a major strategic issue for large companies in Togo. Despite accounting and regulatory standards, this quality remains heterogeneous and is strongly influenced by the digitalization of accounting processes as well as by organizational and institutional factors that are still insufficiently mastered. This study aims to identify the determinants of financial information quality in large Togolese companies in the digital era. It adopts a qualitative approach based on data triangulation, combining participant observation and semi-structured interviews conducted in Lomé, from November to December 2025, with 12 financial actors. Data were processed through thematic content analysis. Results show that financial information quality is shaped by internal factors (organization of the accounting system, maturity of information systems, digital skills, internal control quality) and external factors (regulatory framework, tax pressure, stakeholder requirements, institutional environment), with digitalization acting as a cross-cutting factor that strengthens reliability, traceability and transparency. These findings propose an integrative framework linking internal factors, external factors and digitalization as a cross-cutting dimension, extending beyond classical approaches centered on governance and audit.

Keywords: financial information quality, digitalization, information systems, governance, large Togolese companies, qualitative analysis.

JEL Classification: M41; M15

Paper type: Empirical Research

Introduction

La mondialisation des échanges économiques, l'intensification de la concurrence et la financiarisation croissante des économies ont profondément renforcé les exigences de transparence et de fiabilité pesant sur l'information financière produite par les entreprises (Healy et Palepu, 2001). Dans le même temps, la transformation digitale des organisations, marquée par la généralisation des systèmes d'information intégrés (ERP), l'automatisation des traitements comptables et la dématérialisation des échanges avec les administrations, redessine les conditions dans lesquelles cette information est produite, contrôlée et diffusée (Bushman et Smith, 2001 ; Reix et al., 2011).

Au Togo, les grandes entreprises occupent une place structurante dans l'économie nationale principalement concentrées dans le commerce, les services et l'industrie (AGET, 2024), et constituent, à ce titre, des contributeurs majeurs aux recettes fiscales ainsi que des interlocuteurs privilégiés des partenaires financiers et des investisseurs. Or, la qualité de l'information financière qu'elles produisent demeure hétérogène, en dépit de l'existence d'un référentiel comptable harmonisé, le Système comptable OHADA (SYSCOHADA), révisé par l'Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF), comme en attestent les pratiques de manipulation comptable documentées dans l'espace OHADA, où l'information comptable et financière reste souvent instrumentalisée au service d'objectifs fiscaux (Kouevi et al., 2023). Cette hétérogénéité s'explique en partie par des facteurs organisationnels internes, encore insuffisamment documentés dans le contexte togolais, et par des facteurs institutionnels externes dont l'influence conjointe avec la digitalisation reste peu étudiée.

La littérature relative à la qualité de l'information financière et à ses déterminants repose très largement des approches quantitatives centrées sur la gouvernance actionnariale, la structure de propriété et la qualité de l'audit (DeAngelo, 1981 ; Warfield et al., 1995). Ces cadres, principalement construits à partir de contextes de marchés financiers développés, appréhendent difficilement les mécanismes organisationnels et institutionnels à l'œuvre dans les grandes entreprises togolaises, où l'information financière se construit au croisement de pratiques internes encore peu formalisées et d'un environnement institutionnel en mutation. C'est pourquoi la présente étude adopte une démarche qualitative, seule à même de restituer, à partir du vécu des acteurs, la diversité des facteurs organisationnels et institutionnels en jeu, là où les cadres existants, centrés sur la gouvernance et l'audit, laissent largement dans l'ombre le rôle de la digitalisation comme facteur transversal.

Cette situation soulève une question centrale : quels sont les déterminants de la qualité de l'information financière dans les grandes entreprises togolaises à l'ère du digital, et comment la digitalisation reconfigure-t-elle l'articulation entre facteurs internes et externes ?

L'objectif de cet article est d'identifier et de caractériser ces déterminants à partir d'une démarche qualitative mobilisant des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs financiers de grandes entreprises togolaises. La contribution de l'étude est double. Sur le plan théorique, elle propose un cadre intégrateur articulant facteurs internes, facteurs externes et digitalisation comme facteur transversal, prolongeant ainsi les approches classiques centrées sur la gouvernance et l'audit (DeAngelo, 1981 ; Warfield et al., 1995), lesquelles peinent à rendre compte des dynamiques organisationnelles et institutionnelles propres à des entreprises non cotées évoluant dans un environnement en transformation numérique rapide. Sur le plan pratique, elle offre des repères utiles aux dirigeants d'entreprises, sous la forme d'une grille de facteurs à surveiller pour fiabiliser leurs systèmes d'information, ainsi qu'aux administrations togolaises, notamment fiscales, engagées dans des réformes de modernisation et de dématérialisation, sous la forme d'éléments de diagnostic pour orienter leurs actions d'accompagnement.

L'article s'organise en cinq sections. La première propose une revue de la littérature sur la qualité de l'information financière et ses déterminants. La deuxième présente la méthodologie qualitative mobilisée. La troisième expose les résultats de l'analyse de contenu thématique. La quatrième discute ces résultats à la lumière de la littérature existante et de leurs implications managériales. La dernière conclut et ouvre des perspectives de recherche.

1. Revue de la littérature

1.1. La qualité de l'information financière : cadre conceptuel

La qualité de l'information financière renvoie à la capacité de cette information à représenter fidèlement la situation économique et financière d'une organisation et à répondre aux besoins décisionnels de ses utilisateurs. Les référentiels normatifs, qu'il s'agisse des cadres conceptuels du FASB et de l'IASB (respectivement le Statement of Financial Accounting Concepts n° 8, FASB, 2010, et le Conceptual Framework for Financial Reporting, IASB, 2018) ou de la conception française de régularité, sincérité et image fidèle, convergent vers une conception multidimensionnelle de la qualité : fiabilité, pertinence, exactitude, comparabilité, accessibilité et actualité de l'information. Cette qualité n'est cependant pas une donnée neutre ou purement technique ; elle est le produit d'un ensemble de facteurs organisationnels et institutionnels qui en conditionnent la production.

Dans une perspective d'agence (Jensen et Meckling, 1976), l'information financière joue un rôle de mécanisme disciplinaire permettant de réduire l'asymétrie d'information entre dirigeants et parties prenantes (actionnaires, créanciers, administrations). Sa qualité conditionne directement la confiance des investisseurs, l'accès au financement, le coût du capital ainsi que la réputation institutionnelle de l'entreprise, ce qui en fait un actif stratégique immatériel, particulièrement pour les grandes entreprises exposées à une pression réglementaire et concurrentielle accrue.

1.2. Déterminants organisationnels et institutionnels : les apports de la littérature classique

La littérature identifie de longue date plusieurs déterminants organisationnels de la qualité du reporting financier. Les mécanismes de gouvernance interne, indépendance du conseil d'administration, séparation des fonctions de présidence et de direction générale (Fama et Jensen, 1983), présence d'un comité d'audit compétent (Beasley, 1996), constituent un levier central d'amélioration de la qualité informationnelle en limitant les comportements opportunistes des dirigeants. La structure de l'actionnariat exerce également une influence significative : Warfield et al. (1995) montrent qu'un alignement des intérêts entre dirigeants et actionnaires, notamment via la participation des premiers au capital, est associé à une amélioration de la qualité informationnelle.

La qualité de l'audit externe constitue un troisième déterminant classique. DeAngelo (1981) la définit comme la probabilité conjointe qu'un auditeur détecte une anomalie significative et qu'il la révèle ; les cabinets de grande taille, disposant d'une expertise technique et d'une réputation à préserver, sont généralement associés à un reporting de meilleure qualité. Ces travaux, majoritairement issus de contextes anglo-saxons ou de marchés financiers développés, éclairent utilement les mécanismes à l'œuvre mais restent peu mobilisés pour analyser le cas des grandes entreprises non cotées de l'espace OHADA, où la structure de gouvernance et le rapport à la réglementation fiscale diffèrent sensiblement. Des travaux plus récents menés en Afrique subsaharienne, à l'instar de Djongoue (2015), qui étudie la qualité perçue de l'information comptable et son influence sur les décisions des parties prenantes, permettent néanmoins d'ancrer cette problématique dans des contextes institutionnels comparables à celui du Togo.

1.3. Digitalisation des systèmes d'information comptable : un facteur transversal émergent

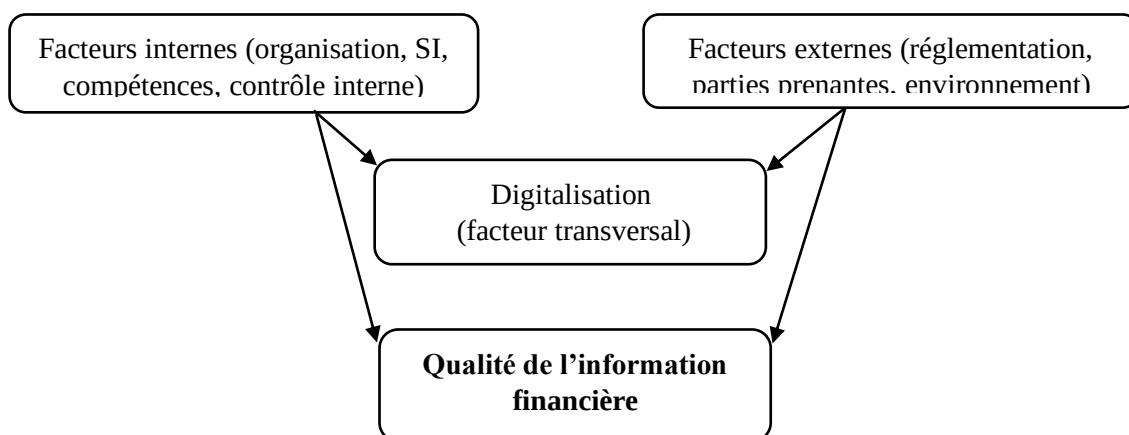
Au-delà des déterminants classiques, la digitalisation des processus comptables et financiers constitue une évolution majeure susceptible de reconfigurer la production de l'information financière. Reix et al. (2011) soulignent que la maturité des systèmes d'information, entendue comme leur degré d'intégration, de fiabilité et d'appropriation par les utilisateurs, conditionne directement la qualité des données produites et leur circulation au sein de l'organisation. L'adoption de progiciels de gestion intégrés (ERP), l'automatisation des contrôles et la dématérialisation des échanges avec les partenaires et les administrations réduisent en principe les erreurs de saisie, améliorent la traçabilité des opérations et accélèrent la disponibilité de l'information. Des travaux plus récents, menés en contexte africain, confirment cet effet structurant. Ndzie Ndzie (2020) montre notamment, à partir du cas d'une entreprise camerounaise ayant déployé un ERP, que l'intégration d'un système d'information comptable centralisé améliore la disponibilité, la synchronisation et l'intégrité de l'information financière produite.

Ces bénéfices attendus ne sont toutefois pas mécaniques : ils dépendent des compétences numériques des équipes, de la qualité de la gouvernance des systèmes d'information et du cadre de contrôle interne dans lequel ces outils s'inscrivent, conformément aux modèles d'acceptation technologique qui soulignent le rôle médiateur de la facilité d'utilisation perçue et de l'utilité perçue dans l'adoption effective des technologies (Davis, 1989 ; Venkatesh et al., 2003). La digitalisation apparaît ainsi moins comme un déterminant autonome que comme un facteur transversal, qui amplifie ou fragilise les dynamiques internes et externes déjà identifiées par la littérature classique, selon la manière dont elle est appropriée par les organisations.

1.4. Cadre d'analyse retenu

Il ressort de cette revue de la littérature que la qualité de l'information financière doit être appréhendée comme le produit d'une interaction entre trois catégories de facteurs : des facteurs internes liés à l'organisation, aux systèmes d'information et aux compétences ; des facteurs externes liés à l'environnement réglementaire et institutionnel ; et la digitalisation, qui traverse ces deux catégories et en modifie l'intensité. Ce cadre d'analyse structure la démarche empirique développée dans les sections suivantes.

Figure 1. Cadre d'analyse intégrateur des déterminants de la qualité de l'information financière



Source : Élaboré par les auteurs (2025).

Ce cadre d'analyse conduit à formuler trois propositions théoriques qui orienteront l'analyse empirique. P1 : la qualité de l'information financière dépend de facteurs internes liés à

l'organisation du système comptable, à la maturité des systèmes d'information et aux compétences numériques des acteurs. P2 : elle dépend également de facteurs externes liés au cadre réglementaire, à la pression fiscale et aux exigences des parties prenantes. P3 : la digitalisation agit comme un facteur transversal qui renforce ou atténue l'effet des facteurs internes et externes sur la qualité de l'information financière.

2. Méthodologie

2.1. Posture épistémologique et démarche qualitative

Compte tenu de l'objectif exploratoire de la recherche, comprendre comment la qualité de l'information financière est perçue, produite et influencée par la digitalisation dans les grandes entreprises togolaises, une posture interprétativiste a été retenue (Girod-Séville et Perret, 1999). Cette posture est cohérente avec le choix d'une démarche qualitative, mobilisant des techniques de recueil et d'analyse non quantitatives permettant d'explicitier les représentations, les pratiques et les logiques décisionnelles des acteurs (Mucchielli, 1991).

2.2. Terrain d'étude : les grandes entreprises togolaises

L'étude porte sur les grandes entreprises togolaises, définies par leur taille, la diversité de leurs activités et leur exposition à des exigences réglementaires, fiscales et concurrentielles renforcées. Dans le cadre de cette étude, est considérée comme grande entreprise toute entreprise dont le chiffre d'affaires annuel excède 1 milliard de francs CFA conformément à la classification du Code Général des impôts. Ces caractéristiques en font un terrain particulièrement pertinent pour observer l'articulation entre déterminants internes, déterminants externes et digitalisation des processus financiers.

2.3. Collecte des données

La collecte des données a été réalisée par entretiens individuels semi-directifs, méthode retenue pour sa capacité à concilier rigueur analytique et souplesse interactionnelle. Le guide d'entretien, structuré en quatre thèmes (contexte organisationnel, qualité de l'information comptable et financière, création de valeur, suggestions), a permis d'explorer en profondeur les perceptions des répondants. Bien que le Thème 3, centré sur la création de valeur, ait alimenté l'analyse globale, le présent article se concentre sur les déterminants de la qualité de l'information financière identifiés principalement à partir des thèmes 1 et 2, la digitalisation ayant émergé comme facteur transversal au fil des relances et des recoupements entre thèmes. Les entretiens ont été conduits en présentiel à Lomé de novembre à décembre 2025, en langue française, pour une durée moyenne de 47 minutes.

Douze acteurs financiers ont été interrogés : responsables comptables et financiers, contrôleurs de gestion et auditeurs, issus de grandes entreprises de secteurs d'activité variés (industrie, banque, commerce, agroalimentaire, transport, énergie, assurance, télécommunications, mines). Conformément aux principes de l'échantillonnage raisonné, les participants ont été sélectionnés en fonction de leur rôle stratégique dans la production ou l'utilisation de l'information financière ; la diversité des profils, secteurs, fonctions hiérarchiques, ancienneté, a permis de croiser les points de vue et d'enrichir l'analyse (Tableau 1). La taille de l'échantillon a été déterminée selon le principe de saturation sémantique, c'est-à-dire le moment où les entretiens supplémentaires n'apportaient plus d'éléments nouveaux significatifs (Guest et al., 2006), garantissant ainsi la validité interne de l'étude malgré l'absence de représentativité statistique. La saturation sémantique a été atteinte au douzième entretien, à partir duquel aucun thème nouveau n'émergeait ; un treizième entretien, initialement mené, a en conséquence été exclu de l'analyse. L'ensemble des répondants exerce au sein d'entreprises dont le chiffre d'affaires excède le seuil

retenu, occupant des fonctions allant de cadre intermédiaire (contrôleur de gestion, responsable reporting) à des postes de direction (directeur financier, directeur général).

Tableau 1. Profil synthétique des répondants (n = 12)

Fonction	Secteur d'activité	Sexe	Ancienneté (ans)
Directeur financier	Industrie	H	12
Responsable systèmes d'information	Banque	F	9
Directeur général	Commerce	H	15
Contrôleur de gestion	Agroalimentaire	F	8
Responsable logistique	Transport	H	6
Auditeur interne	Énergie	F	10
Responsable conformité	Assurance	F	7
Chef de département production	Industrie	H	14
Responsable reporting	Télécommunications	F	5
Directeur administratif et financier	Mines	H	13
Contrôleur qualité	Agroalimentaire	H	9
Analyste financier	Énergie	F	6

Source : Élaboré par les auteurs (2025) à partir des données d'enquête.

2.4. Traitement et analyse des données

Les entretiens ont été retranscrits intégralement puis soumis à une analyse de contenu thématique, permettant de faire émerger, par codage itératif, les catégories de facteurs explicatifs de la qualité de l'information financière. Une triangulation a par ailleurs été opérée avec des observations participantes menées sur le terrain, renforçant la crédibilité des interprétations proposées.

Le codage a été réalisé manuellement, suivant les étapes de l'analyse de contenu thématique (Bardin, 2007) : catégorisation, abstraction, comparaison et mise en relation. La rigueur du processus a été renforcée par la standardisation du protocole d'entretien et la relecture systématique des transcriptions.

La rigueur de la démarche qualitative a été appréciée au regard des quatre critères de scientificité proposés par Lincoln et Guba (1985) : la crédibilité, la transférabilité, la fiabilité et la confirmabilité.

Le consentement des participants a été recueilli oralement avant chaque entretien, après explication des objectifs de la recherche et garantie de confidentialité et d'anonymat. Aucune autorisation formelle d'un comité d'éthique ou d'une direction d'entreprise n'a été sollicitée, conformément aux pratiques courantes de la recherche exploratoire en sciences de gestion au Togo ; cette limite est signalée comme une piste d'amélioration méthodologique pour les recherches futures.

3. Résultats

L'analyse de contenu thématique des entretiens fait émerger deux catégories de facteurs déterminants (internes et externes), synthétisées dans le Tableau 2, dont les effets sont modérés par la digitalisation comme facteur transversal plutôt que comme catégorie autonome.

Tableau 2. Synthèse des catégories de déterminants identifiées

Catégorie	Sous-facteurs identifiés	Effet attendu sur la qualité de l'information	Effet modérateur de la digitalisation
Facteurs internes	Organisation du système comptable ; maturité des systèmes d'information ; compétences numériques ; qualité du contrôle interne	Fiabilité, exactitude, cohérence des données	Renforce la fiabilité et la traçabilité si les outils sont maîtrisés ; peut complexifier la production si l'appropriation est insuffisante
Facteurs externes	Cadre réglementaire (SYSCOHADA/AUDCIF) ; exigences des parties prenantes ; environnement institutionnel et concurrentiel	Conformité, transparence, actualité de l'information	Facilite la conformité (dématérialisation) et la transparence vis-à-vis des parties prenantes

Source : Élaboré par les auteurs (2025) à partir des données d'enquête.

3.1. Les facteurs internes déterminants

L'analyse thématique met en évidence quatre facteurs internes structurant la qualité de l'information financière. Le premier concerne l'organisation du système comptable et la fiabilité des outils utilisés. Les répondants soulignent unanimement le rôle des progiciels intégrés (ERP) et des logiciels comptables centralisés dans la réduction des erreurs et la cohérence des données partagées entre services. Un directeur financier interrogé illustre ainsi ce constat : « Nous utilisons un ERP intégré et des tableurs centralisés pour suivre toutes les transactions financières. Cela nous permet de détecter rapidement les incohérences et d'assurer que tous les départements travaillent avec les mêmes données. » Ce constat est partagé par la majorité des répondants, notamment un responsable reporting : « Nous avons suivi plusieurs formations sur les normes OHADA et sur les bonnes pratiques comptables. Cela nous permet non seulement de produire des rapports fiables, mais aussi d'interpréter correctement les données. »

Le deuxième facteur interne renvoie à la maturité des systèmes d'information et à leur degré d'intégration, conformément aux travaux de Reix et al. (2011). Lorsque les systèmes restent fragmentés ou faiblement interconnectés, les acteurs rapportent des difficultés récurrentes : données dispersées entre services, délais de mise à jour excessifs, nécessité de vérifications manuelles chronophages. Ces dysfonctionnements, lorsqu'ils persistent, fragilisent la fiabilité et l'actualité de l'information produite. Un contrôleur de gestion illustre les effets de cette fragmentation : « L'un des principaux problèmes que nous rencontrons est la dispersion des données : certaines informations existent bien, mais elles sont stockées dans différents services et formats, ce qui rend leur consolidation longue et complexe. Il arrive aussi que certaines mises à jour ne soient pas communiquées rapidement, ce qui entraîne des retards. »

Le troisième facteur a trait aux compétences numériques et à l'expertise des équipes financières. La maîtrise des outils digitaux et des normes comptables, entretenue par la formation continue, conditionne la capacité des acteurs à produire des données fiables et à les interpréter correctement pour appuyer les décisions stratégiques. Enfin, le quatrième facteur concerne la qualité du contrôle interne : validation systématique des chiffres, contrôles croisés et audits réguliers apparaissent comme des mécanismes essentiels de fiabilisation, complétés par une culture organisationnelle valorisant la rigueur et la responsabilité individuelle. Un directeur général souligne : « L'expérience de chacun fait la différence lorsqu'il faut analyser rapidement une situation complexe. » Une contrôlease de gestion précise, à propos du contrôle interne : « Avant de valider un rapport financier, chaque chiffre est vérifié par au moins deux personnes et soumis à un contrôle interne strict. Les audits réguliers nous aident à identifier des écarts. »

3.2. Les facteurs externes déterminants

Trois catégories de facteurs externes se dégagent des entretiens. Le cadre réglementaire, en premier lieu, structure fortement les pratiques : le respect des normes SYSCOHADA et des

obligations fiscales impose aux entreprises de produire des rapports conformes et précis, sous peine de sanctions. Un répondant note à ce propos : « Toutes nos pratiques financières doivent respecter les normes OHADA et les exigences fiscales locales. Ces normes structurent notre façon de collecter et présenter les informations. »

La pression fiscale et les exigences des parties prenantes financières constituent le deuxième facteur externe identifié. Les partenaires bancaires et les investisseurs, en particulier, exigent des informations détaillées et vérifiées avant tout engagement, ce qui incite les entreprises à renforcer leurs procédures de contrôle en amont de toute communication financière. Enfin, l'environnement institutionnel et concurrentiel constitue un troisième facteur : dans un marché concurrentiel, la réactivité informationnelle devient elle-même un enjeu stratégique, les décisions rapides (lancement de produits, ajustement des coûts) reposant sur la disponibilité d'une information actualisée et pertinente. Une responsable SI illustre les exigences des partenaires financiers : « Nos partenaires, notamment les banques et investisseurs, demandent des informations détaillées et fiables pour évaluer notre santé financière. Une erreur pourrait nuire à notre crédibilité et limiter l'accès au financement. » Un directeur administratif et financier ajoute, sur la pression concurrentielle : « Dans un marché concurrentiel, nous devons être réactifs. Les informations financières doivent être actualisées et pertinentes pour prendre des décisions rapides, sinon nous risquons de perdre des opportunités ».

Le cadre réglementaire (SYSCOHADA/AUDCIF, obligations fiscales) a été mentionné par la quasi-totalité des répondants (11 sur 12), ce facteur étant inhérent à l'exercice de leurs fonctions dans des entreprises soumises à un référentiel comptable unifié. Les exigences des parties prenantes financières ont été évoquées par 8 répondants sur 12, principalement ceux en contact direct avec les banques et investisseurs (directeurs financiers, responsables reporting, auditeurs internes). La pression concurrentielle a été citée par 5 répondants sur 12, essentiellement dans les secteurs les plus exposés (télécommunications, énergie, mines).

3.3. La digitalisation comme facteur transversal

Le troisième résultat majeur de l'étude est le caractère transversal de la digitalisation. Celle-ci n'apparaît pas comme une catégorie de déterminants distincte des facteurs internes et externes, mais comme un facteur qui en modifie l'intensité et les interactions. Du côté des facteurs internes, la digitalisation renforce la fiabilité (réduction des erreurs de saisie, contrôles automatisés) et la traçabilité (historisation des opérations, pistes d'audit numériques) de l'information produite. Du côté des facteurs externes, elle facilite la conformité réglementaire, notamment via la dématérialisation progressive des échanges avec les administrations fiscales, et améliore la transparence vis-à-vis des parties prenantes en accélérant la disponibilité de l'information.

Les répondants soulignent toutefois que ces effets positifs restent conditionnés par l'appropriation effective des outils numériques : sans compétences adéquates ni gouvernance rigoureuse des systèmes d'information, la digitalisation peut, selon certains témoignages recueillis de façon plus diffuse au cours des entretiens, complexifier la production de l'information plutôt que la fiabiliser. Cette nuance mériterait d'être approfondie dans de futures recherches, notamment par une exploration plus systématique des cas de dépendance excessive aux outils numériques.

4. Discussion

Les résultats de cette étude confirment et prolongent les apports de la littérature classique sur les déterminants de la qualité de l'information financière. Comme le suggéraient Healy et Palepu (2001) et Bushman et Smith (2001), la qualité informationnelle demeure fortement conditionnée par le cadre institutionnel et par les mécanismes de gouvernance interne.

Toutefois, dans le contexte togolais, ces déterminants classiques (gouvernance, structure de propriété, qualité de l'audit) se combinent désormais avec la digitalisation des systèmes d'information, dont l'influence, conformément à Reix et al. (2011), s'avère déterminante mais non automatique.

La contribution principale de cette recherche réside dans la mise en évidence du caractère transversal, et non additif, de la digitalisation. Plutôt que de constituer un troisième pilier indépendant aux côtés des facteurs internes et externes, la digitalisation agit comme un amplificateur : elle renforce les effets positifs d'une gouvernance et d'un contrôle interne solides, mais peut également révéler ou aggraver les fragilités organisationnelles préexistantes lorsque les compétences numériques ou la gouvernance des systèmes d'information font défaut. Ce résultat invite à dépasser une lecture strictement technologique de la transformation digitale des organisations, pour privilégier une lecture socio-organisationnelle, cohérente avec les approches interprétativistes des systèmes d'information.

Le rôle du cadre réglementaire et de la pression fiscale peut également être éclairé par la théorie institutionnelle (DiMaggio et Powell, 1983), selon laquelle les organisations tendent à se conformer aux attentes normatives de leur environnement institutionnel, notamment sous l'effet de pressions coercitives (obligations légales SYSCOHADA/AUDCIF) et normatives (standards professionnels comptables). Parallèlement, les exigences des partenaires financiers et des investisseurs relevées dans les entretiens s'inscrivent dans la logique de la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984), qui souligne la nécessité, pour l'entreprise, de répondre aux attentes informationnelles différenciées de ses multiples parties prenantes afin de préserver sa légitimité et son accès aux ressources.

Cet effet amplificateur semble toutefois varier selon le contexte organisationnel : les entretiens suggèrent qu'il se manifeste avec le plus d'intensité dans les secteurs soumis à une forte pression réglementaire ou concurrentielle (banque, énergie, télécommunications), où les enjeux de conformité et de réactivité informationnelle sont les plus prégnants, et de façon plus modérée dans des secteurs aux systèmes d'information moins matures (transport, agroalimentaire). Ce constat, qui reste à confirmer par des recherches ultérieures à visée plus comparative, suggère que la taille, le secteur d'activité et l'ancienneté du système d'information constituent des conditions contextuelles à prendre en compte dans l'analyse de l'effet transversal de la digitalisation.

Ce constat rejoint également les travaux fondés sur la théorie de l'agence : dans la mesure où la digitalisation améliore la traçabilité des opérations et facilite les contrôles croisés, elle contribue à réduire l'asymétrie d'information entre dirigeants et parties prenantes, prolongeant ainsi, par des moyens technologiques, le rôle disciplinaire traditionnellement attribué aux mécanismes de gouvernance (DeAngelo, 1981 ; Warfield et al., 1995). Elle ne s'y substitue toutefois pas : les entretiens montrent que les entreprises disposant des systèmes les plus avancés restent celles qui maintiennent, en parallèle, des procédures de contrôle interne rigoureuses et une culture organisationnelle de vérification.

Cette étude présente néanmoins des limites. La démarche qualitative, fondée sur un échantillon restreint de douze acteurs financiers, ne permet pas de généraliser statistiquement les résultats à l'ensemble des grandes entreprises togolaises. Elle privilégie la profondeur analytique à la représentativité statistique, conformément à la logique de saturation sémantique retenue. Par ailleurs, les données ayant été recueillies par entretiens déclaratifs, elles restent soumises aux biais habituels de désirabilité sociale, en particulier sur des sujets touchant à la conformité réglementaire et fiscale. Enfin, la double position du chercheur, à la fois observateur participant et interviewer, appelle une vigilance réflexive : la proximité avec le terrain, si elle a facilité l'accès aux répondants et la compréhension fine des pratiques observées, a pu également influencer la formulation des relances et l'interprétation des verbatim. Cette dimension

réflexive, inhérente à toute posture interprétativiste, a été atténuée par la standardisation du protocole d'entretien, sans toutefois pouvoir être totalement neutralisée.

Ces résultats rejoignent, dans un contexte institutionnel comparable, les travaux de Ndzie Ndzie (2020) sur l'apport des systèmes d'information intégrés à la fiabilité et à la disponibilité de l'information comptable dans une entreprise camerounaise, ainsi que ceux de Djongoue (2015) sur la qualité perçue de l'information comptable en contexte OHADA. Ils confirment ainsi que les dynamiques observées au Togo ne sont pas isolées, mais s'inscrivent dans des tendances plus larges à l'œuvre dans l'espace OHADA.

5. Implications et recommandations

Sur le plan managérial, ces résultats suggèrent que les dirigeants des grandes entreprises togolaises gagneraient à articuler leurs investissements en systèmes d'information avec un effort soutenu de formation aux compétences numériques et de renforcement du contrôle interne, plutôt que de considérer la digitalisation comme une solution autonome à la qualité de l'information financière. Trois axes d'action se dégagent des entretiens : premièrement, l'intégration progressive des outils comptables afin de réduire la fragmentation des données entre services ; deuxièmement, la formation continue des équipes financières aux outils numériques et aux normes SYSCOHADA/AUDCIF ; troisièmement, le renforcement des dispositifs de contrôle interne et de validation croisée, condition nécessaire pour que la digitalisation produise ses effets attendus sur la fiabilité de l'information. Ces trois axes trouvent une illustration directe dans les témoignages recueillis, notamment celui du directeur financier sur l'usage d'un ERP intégré, du responsable reporting sur l'apport des formations aux normes SYSCOHADA/AUDCIF, et de la contrôleur de gestion sur la vérification systématique des chiffres par au moins deux personnes.

La mise en œuvre de ces recommandations reste toutefois conditionnée par la capacité financière des entreprises à investir dans ces outils, celle-ci pouvant varier sensiblement selon les secteurs représentés dans l'échantillon : les grandes entreprises industrielles, minières ou de télécommunications disposent généralement de ressources plus importantes que celles des secteurs du transport ou de l'agroalimentaire, ce qui invite à envisager une intégration progressive et priorisée des outils plutôt qu'une transformation numérique globale et immédiate. Pour les administrations publiques, et notamment pour l'administration fiscale togolaise, engagée dans des réformes de dématérialisation des procédures et de télédéclaration, ces résultats confirment l'intérêt d'accompagner la digitalisation des grandes entreprises contribuables par des actions de renforcement de capacités. Une administration mieux outillée pour exploiter les données dématérialisées transmises par les entreprises pourrait, en retour, améliorer la qualité de ses propres contrôles fiscaux et réduire les délais de traitement des dossiers notamment par la formation des agents à l'exploitation des données dématérialisées, la mise à disposition d'outils d'analyse de données adaptés, et une coopération renforcée avec les ordres professionnels comptables pour l'harmonisation des pratiques.

Sur le plan de la recherche, une validation quantitative ultérieure, mobilisant une échelle de mesure construite à partir des catégories identifiées dans cette étude qualitative, permettrait de tester la robustesse et la portée explicative de ce cadre intégrateur, notamment en objectivant le poids relatif de chaque catégorie de facteurs. Une extension de l'étude à d'autres pays de l'espace OHADA constituerait également une piste de recherche pertinente, compte tenu de l'harmonisation comptable régionale portée par le SYSCOHADA, et permettrait d'apprécier la portée contextuelle ou au contraire régionale des déterminants identifiés. Cette validation pourrait notamment s'appuyer sur des échelles de mesure de la maturité des systèmes d'information, du niveau de compétence numérique des équipes financières, et de la qualité perçue du contrôle interne, directement dérivées des catégories mises en évidence dans le

Tableau 2. Cette extension revêt d'autant plus d'intérêt que les travaux empiriques consacrés à la qualité de l'information financière dans l'espace OHADA demeurent rares, comme le souligne la revue de la littérature de cette étude.

6. Conclusion

Cet article a cherché à identifier les déterminants de la qualité de l'information financière dans les grandes entreprises togolaises à l'ère du digital. À partir d'une démarche qualitative mobilisant douze entretiens semi-directifs, l'étude met en évidence deux ensembles de facteurs explicatifs, des facteurs internes liés à l'organisation du système comptable, à la maturité des systèmes d'information, aux compétences numériques et à la qualité du contrôle interne, ainsi que des facteurs externes liés au cadre réglementaire, à la pression fiscale, aux exigences des parties prenantes et à l'environnement institutionnel. La digitalisation apparaît quant à elle comme un facteur transversal, qui renforce la fiabilité, la traçabilité et la transparence de l'information financière lorsqu'elle est adossée à des compétences et une gouvernance adéquates.

La contribution principale de cette recherche réside dans la proposition d'un cadre intégrateur qui dépasse les approches classiques de la qualité de l'information financière, historiquement centrées sur la gouvernance actionnariale et la qualité de l'audit dans des contextes de marchés financiers développés. En repositionnant la digitalisation non comme un déterminant autonome mais comme un facteur transversal modulant l'intensité des dynamiques organisationnelles et institutionnelles préexistantes, cette étude offre une grille de lecture mobilisable pour la recherche comptable dans d'autres économies en développement, en particulier au sein de l'espace OHADA, où la digitalisation des systèmes d'information et de reporting connaît une expansion rapide sans que ses effets sur la qualité informationnelle aient été suffisamment documentés. Elle montre en outre que les outils numériques prolongent, par des moyens technologiques, le rôle disciplinaire que la théorie de l'agence attribue aux mécanismes de gouvernance dans la réduction de l'asymétrie d'information entre dirigeants et parties prenantes. Ces résultats invitent à penser la qualité de l'information financière non pas comme la simple résultante de dispositifs technologiques, mais comme le produit d'une interaction dynamique entre organisation, environnement institutionnel et transformation digitale. Ils appellent, pour les grandes entreprises togolaises comme pour les administrations qui les régulent, un effort conjoint de modernisation des systèmes d'information, de renforcement des compétences numériques et d'amélioration du cadre institutionnel. Ces résultats doivent néanmoins être interprétés à la lumière de certaines limites, notamment la taille restreinte de l'échantillon, propre à la démarche qualitative retenue, les biais de désirabilité sociale inhérents aux entretiens déclaratifs portant sur des sujets réglementaires et fiscaux, et l'absence d'autorisation formelle d'un comité d'éthique ou des directions d'entreprise pour la conduite des entretiens. Il serait également pertinent d'explorer la transférabilité de ces résultats à des secteurs non représentés dans l'échantillon actuel, ainsi qu'aux entreprises de taille intermédiaire, exclues du périmètre de la présente étude.

Références :

- (1). AGET. (2024). *Livre blanc 2024 de l'économie Togolaise*. Association des Grandes Entreprises du Togo. <https://aget-togo.org/download/livre-blanc-de-leconomie-togolaise-innovations-investissements-et-politiques-publiques-edition-2024/>.
- (2). Aloys Ndzie Ndzie, (2020). Impact d'un ERP sur les processus de la qualité de l'information comptable et financière : cas de la société de production et de distribution d'eau potable au Cameroun. *Recherches en Sciences de Gestion*, n°137, 2020/2, pp 195-220.

- (3). Bardin, L. (2007). *L'analyse de contenu* (2e éd.). Presses Universitaires de France.
- (4). Beasley, M. S. (1996). An empirical analysis of the relation between the board of director composition and financial statement fraud. *The Accounting Review*, 71(4), 443-465.
- (5). Bushman, R., & Smith, A. (2001). Financial accounting information and corporate governance. *Journal of Accounting and Economics*, 32(1-3), 237-333.
- (6). Davis, F. D. (1989). Perceived usefulness, perceived ease of use, and user acceptance of information technology. *MIS Quarterly*, 13(3), 319-340.
- (7). DeAngelo, L. E. (1981). Auditor size and audit quality. *Journal of Accounting and Economics*, 3(3), 183-199.
- (8). DiMaggio, P. J., & Powell, W. W. (1983). The iron cage revisited: Institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields. *American Sociological Review*, 48(2), 147-160.
- (9). Djongoue, G. (2015). *Qualité perçue de l'information comptable et décisions des parties prenantes* (Thèse de doctorat). Université de Douala.
- (10). Fama, E. F., & Jensen, M. C. (1983). Separation of ownership and control. *Journal of Law and Economics*, 26(2), 301-325.
- (11). Freeman, R. E. (1984). *Strategic Management: A Stakeholder Approach*. Pitman.
- (12). Girod-Séville, M., & Perret, V. (1999). Fondements épistémologiques de la recherche. In R.-A. Thiétart (dir.), *Méthodes de recherche en management* (pp. 13-33). Dunod.
- (13). Guest, G., Bunce, A., & Johnson, L. (2006). How many interviews are enough? An experiment with data saturation and variability. *Field Methods*, 18(1), 59-82.
- (14). Healy, P. M., & Palepu, K. G. (2001). Information asymmetry, corporate disclosure, and the capital markets: A review of the empirical disclosure literature. *Journal of Accounting and Economics*, 31(1-3), 405-440.
- (15). Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360.
- (16). Kouevi, T., Adjeyi, K. S., Salissou, A., & Amaglo, K. E. (2023). Typologie de la manipulation comptable dans les pays de l'OHADA où l'information comptable et financière est au service de la fiscalité : cas du Togo. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 6(4), 929-948.
- (17). Lincoln, Y. S., & Guba, E. G. (1985). *Naturalistic Inquiry*. Sage Publications.
- (18). Mucchielli, A. (1991). *Les méthodes qualitatives* (Coll. Que sais-je ?). Presses Universitaires de France.
- (19). Reix, R., Fallery, B., Kalika, M., & Rowe, F. (2011). *Systèmes d'information et management des organisations* (6e éd., chap. 2-3). Vuibert.
- (20). Venkatesh, V., Morris, M. G., Davis, G. B., & Davis, F. D. (2003). User acceptance of information technology: Toward a unified view. *MIS Quarterly*, 27(3), 425-478.
- (21). Warfield, T. D., Wild, J. J., & Wild, K. L. (1995). Managerial ownership, accounting choices, and informativeness of earnings. *Journal of Accounting and Economics*, 20(1), 61-91.

Annexe 1 : Guide d'entretien sur la qualité de l'information et création de valeur dans les grandes entreprises togolaises

Bonjour Madame / Monsieur,

Merci de participer à cette étude. Je suis Anani M. KUEVIAKOE et je mène une recherche sur la qualité de l'information comptable et financière et son effet sur la création de valeur dans les grandes entreprises togolaises. L'entretien durera environ 47 minutes. Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses ; vos expériences et perceptions sont ce qui nous intéresse. Vos réponses resteront confidentielles et seront utilisées uniquement pour la recherche.

Répondez librement et donnez des exemples si possibles. Vous pouvez interrompre ou ne pas répondre à certaines questions.

Nous suivrons un guide par thèmes, mais vos remarques sont les bienvenues.

Commençons si vous êtes prêt(e).

Thème 1 : Contexte et rôle dans l'entreprise

- Pouvez-vous décrire votre rôle et vos responsabilités au sein de l'entreprise ?
- Quels types d'informations utilisez-vous le plus dans vos décisions quotidiennes ?
- Comment l'information circule-t-elle dans votre service ou entre les services ?
- Quels outils ou systèmes sont utilisés pour collecter et partager les données ?
- Quelles difficultés rencontrez-vous dans la production ou la circulation de l'information ?

Thème 2 : Qualité de l'information comptable et financière

- Selon vous, qu'est-ce qu'une information fiable et pertinente ?
- Comment évaluez-vous la qualité de l'information comptable et financière que vous utilisez ?
- L'information est-elle facilement accessible pour ceux qui en ont besoin ?
- Quels mécanismes ou dimensions ou encore pratiques garantissent la qualité de l'information dans votre entreprise ?
- Pouvez-vous donner un exemple d'information de bonne qualité ou d'information problématique et les conséquences que cela a entraîné à votre entreprise ?

Thème 3 : Création de valeur

- Comment la qualité de l'information influence-t-elle la prise de décision et la performance financière ?
- Selon vous, en quoi une information de qualité contribue-t-elle à la création de valeur organisationnelle ou sociale ?
- Avez-vous des exemples où la qualité de l'information a conduit à un succès ou à un problème pour l'entreprise ?
- Quelles améliorations proposeriez-vous pour renforcer l'impact de l'information sur la valeur créée ?

Thème 4 : Suggestions et perceptions globales

- Y a-t-il d'autres aspects liés à la qualité de l'information qui, selon vous, mériteraient d'être explorés ?
- Avez-vous des suggestions pour optimiser la gestion de l'information dans votre entreprise ?